



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

INRA

S.E.R. #62

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

France INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

ELEMENTS POUR UNE CRITIQUE DU NEO-DEVELOPPEMENTALISME

GIANNINI FOUNDATION OF
AGRICULTURAL ECONOMICS
LIBRARY

JAN 25 1982

WITHDRAWN



M. LABONNE

Série Etudes et Recherches
N° 62
Montpellier
Novembre 1981

STATION D'ECONOMIE ET DE SOCIOLOGIE RURALES
Ecole Nationale Supérieure Agronomique
34060 MONTPELLIER CEDEX

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

ELEMENTS POUR UNE CRITIQUE
DU NEO-DEVELOPPEMENTALISME

par Michel LABONNE
Maître de Recherches INRA

Série Etudes et Recherches
n° 62
Montpellier
Novembre 1981

ELEMENTS POUR UNE CRITIQUE DU NEO-DEVELOPPEMENTALISME

par Michel LABONNE
Maître de Recherches à l'INRA

La décennie qui vient de s'achever ne marque pas dans la plupart des pays en développement l'affirmation d'un progrès économique et social par rapport à la décennie précédente ; au lieu de phénomènes de croissance auto-entretenu, auxquels la plupart des "développeurs" s'attendaient, le constat d'un recul relatif s'impose. En fait, les pays sous-développés n'ont pas pu maîtriser les processus qu'ils avaient mis en oeuvre et qui devaient les amener sur la voie du développement. Ces processus, au contraire, se sont pervertis et les ont entraîné dans une situation de dépendance plus forte que dix ans auparavant. Cette détérioration accrue peut s'apprécier par rapport à la dépendance financière, due à l'endettement, à la dépendance technologique, liée au choix d'industrialisation, à la dépendance alimentaire, conséquence de la trop légère attention consacrée à un secteur économiquement et socialement vital tel que l'agriculture. Le "mal développement" est reconnu comme prédominant dans le monde.

L'échec vécu des approches habituelles du développement a ainsi mis en lumière les insuffisances de la science économique à rendre compte de la complexité de ce phénomène. En fait, par glissements successifs, l'économique est passé du statut de champ d'application de la rationalité, à celui de champ privilégié puis (le saut est important) à celui de norme de rationalité (1). Ce faisant, sa fonction a glissé d'un rôle scientifique à un rôle idéologique, où le réductionnisme pour la "bonne cause" prend des allures d'autojustification. La crise de l'économie du développement vient surtout d'une difficulté à lire la réalité économique nouvelle à travers les lunettes anciennes de théories obsolètes. Pendant longtemps, l'objectif suprême de l'économie résidait en une augmentation de la production de biens et de services matériels. On riait de Malthus et de son scepticisme sur le progrès humain illimité. Il est vrai que l'homme n'a connu assez bien les limites géographiques de son espace habitable qu'il y a seulement moins de cinquante ans et que dans l'esprit de beaucoup de gens les premiers voyages dans l'espace devaient ouvrir un nouvel espace exploitable, une nouvelle Amérique pour le vulgaire, une "Nouvelle Frontière" pour les savants et les gouvernants. Cette forme de pensée était très

(1) Peut-être ces glissements sont-ils dus à l'ambiguïté de l'origine de la science économique qui, selon SCHUMPETER, est issue de la philosophie et de la pratique (in Esquisse d'une histoire de la science économique des origines au début du XXème. Dalloz, 1962).

présente dans l'idéologie des années 60, celle de la croissance. Il suffirait donc de produire plus, de répartir mieux, et grâce au progrès infini, chacun, à un moment ou à un autre, aurait accès au niveau matériel de vie auquel il aspire.

Le début des années 70 voit la cristallisation de nombreux doutes sur le caractère illimité de la production de biens matériels : l'humanité vit dans un espace fini. Il y a des "limites à la croissance" nous avertit le Club de Rome (1). L'avertissement est donné aux gens riches de la planète sous une forme qui leur soit accessible et acceptable, c'est-à-dire sous une forme secondaire : d'une part la pollution industrielle viendra altérer nos conditions de vie, d'autre part les ressources non renouvelables doivent être utilisées plus raisonnablement. La croissance devra être moins gaspilleuse pour que la population des pays industrialisés continue à vivre le corps et l'esprit tranquilles. Certains marxistes se gausseront sur la base d'allégations simplistes (2).

En fait, la constatation que l'humanité vit sur un espace fini est fondamentale à deux égards : d'abord, ce que l'on donne aux uns doit être pris à d'autres, ensuite le modèle de consommation des pays industrialisés de l'Ouest ou de l'Est ne peut être poursuivi sur une base universelle. En se réifiant l'économie est entrée dans une impasse ; la réintégration de l'homme et de la nature dans la pensée économique devient l'objet de la réflexion nouvelle (3). Les instances internationales sacralisent les nouveaux soucis avec la Conférence de Stockholm sur l'environnement de l'Homme, en 1972. De Bandung à Stockholm, une quinzaine d'années à peine ! De l'espoir du développement des masses pauvres du monde vers un mieux être de type occidental à la constatation que chacun doit viser d'abord à conserver son statut économique actuel, moins d'une demi-génération ! Le chemin des "peuples émergents de la nuit" n'a rien d'une voie royale.

On cherche d'autres voies pour le développement: on préconisera l'éco-développement et la satisfaction des besoins essentiels des peuples pour lutter contre la dégradation de la planète et l'accroissement des inégalités, en fait contre la marchandisation du monde. J'appellerai cette démarche le "néo-développementalisme".

(1) Club de Rome. Halte à la croissance. Fayard, 1972.

(2) Ainsi, Michèle BERTRAND (in Histoire et théories économiques - Ed. Sociales, 1978) considère la pollution comme une tare capitaliste, car en URSS les processus techniques sont dépollués (en oubliant de préciser : au prix d'un accroissement de la composition organique du capital, avec toutes ses conséquences...).

(3) Une présentation très riche de cette question fournit le sujet du livre de René PASSET - L'économie et le vivant - Payot, 1979.

L'Écodéveloppement : un début de réponse

La démarche de René Dumont, de "l'Afrique Noire est mal partie" (1962) à "Paysans écrasés, terres massacrées" (1978), est assez exemplaire des nombreux cheminements individuels qui, de recueils anecdotiques en conférences de presse, ont contribué à dénoncer ce qui n'allait pas dans notre monde, de l'échange inégal à l'érosion des sols, en passant par les technologies polluantes, la démographie galopante et la misère. Allait ainsi se constituer l'idéologie écologiste et son expression socio-économique doctrinale : l'écodéveloppement. La formalisation s'effectuera en trois étapes.

D'après Ignacy Sachs (1), on peut les résumer ainsi :

Le mot écodéveloppement fut lancé en 1972, par Maurice Strong, secrétaire général de la Conférence de Stockholm sur l'environnement. Il détrôna immédiatement l'éco-éco (une fois pour l'écologie, une fois pour l'économie) proposé par les participants d'un des forums parallèles à la Conférence officielle.

Cependant, à l'origine, une interprétation plutôt restrictive lui fut donnée : l'écodéveloppement se voulait une stratégie de développement, fondée sur l'utilisation judicieuse des ressources locales et du savoir-faire paysan applicable aux zones rurales isolées du Tiers Monde. En quelque sorte l'existence des vestiges d'une économie traditionnelle écologiquement équilibrée fournissait à ces régions une occasion de ne pas s'engager dans la croissance prédatrice des ressources et du milieu, de récuser les modèles venus du dehors et plus particulièrement du Nord -qu'il fût capitaliste ou socialiste- et de faire mieux. C'est-à-dire assurer à ses habitants un mode de vie et un niveau de consommation satisfaisants sans pour autant exploiter jusqu'à complet épuisement la nature et sans compromettre l'avenir des générations futures.

Mais peu de temps après, en 1974, la Déclaration de Cocoyoc a formulé une interprétation plus générale et plus riche du concept d'écodéveloppement. Ce texte insiste sur la nécessité d'aider les populations à s'éduquer et à s'organiser en vue d'une mise en valeur des ressources spécifiques de chaque écosystème pour la satisfaction de leurs besoins fondamentaux (2). De là, il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour postuler, comme le fait le rapport Que Faire ? (3) de la Fondation Hammarskjöld, un développement endogène et dépendant de ses propres forces

(1) SACHS - Stratégies de l'écodéveloppement - Ed. Ouvrières, 1980.

(2) Voir la déclaration de Cocoyoc, adoptée par les participants au Symposium sur les modèles d'utilisation des ressources : stratégies pour l'environnement et le développement organisé par le PNUE et la CNUCED, Cocoyoc Morelos, Mexique, 1974.

(3) Que Faire ? Rapport Dag Hammarskjöld, 1975, préparé à l'occasion de la septième session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, Uppsala, 1975.

(self reliant), soumis à la logique des besoins de la population entière et non de la production érigée en fin de soi, enfin conscient de sa dimension écologique et recherchant une harmonie entre l'homme et la nature.

Ainsi présenté, l'écodéveloppement apparaît extrêmement séduisant et apte à faire évoluer les idées et les actions sur le développement des pays pauvres dans l'intérêt du plus grand nombre. Il répond à une énorme attente de solidarité entre les hommes de cette génération et même entre cette génération et les générations futures, pour un autre développement.

La conclusion du colloque "Prospective et écodéveloppement" (1) apporte un élément supplémentaire ; en fait, plus qu'une doctrine, l'écodéveloppement est un éthique, presque une morale.

"Fondamentalement, l'écodéveloppement repose sur trois postulats éthiques :

- l'objectif de tous les efforts sociaux doit d'abord et avant tout être de satisfaire les besoins fondamentaux réels des peuples, de développer l'être humain plutôt que l'économie comme une fin en soi ;
- le développement autocentré (self-reliance) doit être davantage recherché, fondé dans une large mesure sur un pouvoir de décision autonome ; la capacité d'identifier ses propres problèmes et les solutions à adopter est la seule façon de se préparer à une interdépendance réelle ;
- une véritable "symbiose" entre l'homme et l'environnement doit être recherchée, fondée sur la connaissance et le respect des impératifs dans le domaine de l'environnement, afin de préserver pour les générations futures des conditions de sociétés viables et humaines. Pour établir ou rétablir cette harmonie nécessaire entre le développement et l'environnement, on doit agir à la fois sur le côté "demande" et le côté "offre" de cette équation. Le côté "demande" exige un réexamen fondamental des styles de vie et des modèles de consommation des pays industrialisés. Il ne s'agit pas seulement de la consommation de biens ou de services spécifiques ; cela touche d'une façon beaucoup plus profonde aux questions fondamentales liées à une vie satisfaisante et motivée. Des questions aussi fondamentales ne peuvent être sujettes à des décisions venant d'en haut. Elles impliquent au contraire des discussions et des consultations largement ouvertes et continues entre une population et ses décideurs. Le développement auto-centré (self-reliance) permettant aux unités sous-nationales et aux communautés de s'exprimer est essentiel à cet égard.

 (1) Ce Colloque s'est tenu à Ottawa en 1977 ; il était organisé par l'Agence Canadienne pour le Développement International, Environnement International, Environnement Canada et Inter Plan (représenté par les Universités de Montréal, York, Pensylvanie, l'Institute of International Business (Stockholm) et le Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED) - Résumé in "Nouvelles de l'Ecodéveloppement" CIRED, n° 4, 1978.

En vue de satisfaire les besoins matériels de base, les technologies de production actuelles doivent également être reconsidérées. La durabilité des produits, une production avec un minimum de déchets, un recyclage maximal, l'adéquation qualitative de l'offre énergétique aux demandes spécifiques, une transition pour dépendre principalement de ressources et de sources d'énergie renouvelables -voilà l'esprit de ces principes pour une transition vers un développement valable pour l'avenir. Le concept d'écodéveloppement embrasse toutes ces considérations et permet de les formuler et de les appliquer" (1).

Toutefois, certains aspects de l'écodéveloppement peuvent rappeler un amalgame de "Nouvelle Philosophie" et d'anarchisme autogestionnaire (2), au moins sous certaines formulations. Ainsi :

"De toute évidence, ces notions d'écodéveloppement touchent et recouvrent d'autres notions actuellement discutées... Le débat au sujet d'une société de conservation en est une expression. Le besoin de décentraliser les gouvernements, d'arrêter la croissance des services sociaux bureaucratisés et la dépendance croissante de la société à leur égard, l'introduction d'une responsabilité sociale plus grande dans les activités des entreprises et des agences gouvernementales, et le besoin de faciliter l'accès à des moyens qui permettent à plus de personnes et de communautés de satisfaire leurs propres besoins par des activités auto-dirigées -tout cela est conforme à cette nouvelle approche".

Sachs avait bien conscience des ambiguïtés de l'écodéveloppement. Il recense également "l'écologisme outrancier et l'économisme sauvage", mais il prétend aussi que l'écodéveloppement s'applique également aux pays industrialisés et aux pays du Tiers Monde, sans insister sur le conflit qui dresse ces entités pour le contrôle et l'utilisation des ressources de la planète. Il pense aussi, tel les Saint Simoniens du XIXème siècle, que les progrès accomplis grâce à l'écodéveloppement permettront de dépasser les conflits actuels :

"Il convient de souligner l'intérêt politique de telles études d'écodéveloppement comme une contribution possible à la solution au conflit du Moyen Orient, par le biais de la mise en valeur du désert ; les aspirations nationales des Palestiniens et des Israéliens pourraient être plus facilement satisfaites si l'on changeait l'écologie de la région, la grande pue pétrolière et le bouleversement des prix relatifs qui se sont ensuivis permettant de songer à un mécanisme de financement d'une telle entreprise moyennant une surtaxe légère sur le pétrole,

(1) CIRED - Résumé du rapport. op. cit.

(2) Nouvelle philosophie : courant de pensée philosophique libérale moderniste affirmant le primat de l'individu sur les "pouvoirs" et les "autorités", dont les chefs de file sont : B.H. LEVY, J.-M. BENOIST, A. GLUSKSMANN, etc...

des prêts à long terme avancés par les pays producteurs de pétrole, et la reconversion de l'aide militaire accordée aux deux camps adversaires en un fonds de développement du désert" (1).

Sachs n'a pas apparemment cherché à vérifier si c'était bien pour des questions d'irrigation qu'Israéliens et Palestiniens étaient en désaccord belliqueux ! Il sous-estime l'importance des relations entre l'espace et le pouvoir. Il est sûr que poser de façon claire les problèmes économiques et politiques gênent les tenants de l'écodéveloppement, qui se réfugient alors sur une position morale : il faudra convertir les esprits et les coeurs. Aussi, face à leur analyse largement partagée du "mal développement", n'ont-ils plus pour ancrage réel que les technologies appropriées, qui sont adaptées au style de vie prêché par l'écodéveloppement. L'écodéveloppement glisse alors vers une éthique doublée d'un technologisme particulier, fondant la doctrine et la méthode d'un "autre développement".

"L'écodéveloppement est un nouveau type de développement basé sur une approche qui intègre les dimensions économique, sociale et écologique du processus.

Bien qu'il soit compatible avec différents modes et styles de développement, différents de ceux actuellement mis en oeuvre, les caractéristiques de l'écodéveloppement sont les suivantes :

- a) Utilisation des ressources naturelles et humaines pour la satisfaction des besoins fondamentaux de la population, pour assurer une amélioration de la qualité de vie des générations présentes et futures.
- b) Maximisation à long terme de l'efficacité fonctionnelle des écosystèmes naturels et modifiés. Ceci implique la prise en compte des caractéristiques écologiques et des modèles socio-culturels des populations concernées.
- c) Flexibilité du processus de planification et des critères utilisés pour répondre aux besoins de groupes spécifiques dans différents écosystèmes.
- d) Etablissements d'un système institutionnel qui permette la participation démocratique de la population locale à la définition et à la formulation des décisions fondamentales concernant son style de vie, et à la gestion efficace des activités de production et des biens produits.
- e) Etablissement d'une technologie saine du point de vue de l'environnement et politiquement, qui puisse contribuer à favoriser et à améliorer la productivité des écosystèmes aussi bien que permettre d'obtenir de hauts niveaux de production grâce à l'accroissement de la compétence de la main d'oeuvre locale.

 (1) SACHS I. - Les stratégies... oP. cit.

Nous pourrions encore ajouter plusieurs caractéristiques mais nous pensons qu'elles sont implicitement comprises dans celles que nous venons de mentionner. Il est par exemple évident que les systèmes d'éducation tels que nous les connaissons actuellement doivent être considérablement modifiés pour tenir compte de l'éco-développement. Entre autres, l'éducation doit contribuer à une meilleure articulation entre sciences sociales et sciences naturelles, de façon que la population puisse mieux comprendre les interactions entre phénomènes naturels et sociaux dans lesquels l'homme est à la fois sujet et objet... " (1).

L'écodéveloppement doit rechercher des technologies propres :

"... La recherche et le développement dans le domaine de la science et de la technologie sont fortement concentrés dans certains pays, et en particulier dans des entreprises commerciales dont l'objectif fondamental est d'abaisser les coûts, de faire des profits accrus et de satisfaire un marché restreint. De plus, les processus de production et les écosystèmes des pays qui ont développé une technologie moderne sont totalement différents de ceux de la majorité des pays en voie de développement.

La science et la technologie, comme toute autre activité humaine, sont développées dans le cadre d'alternatives idéologiques existantes, les extrêmes étant soit de les produire pour les minorités, soit avec pour point de vue dominant de servir les masses.

C'est pourquoi l'importation de technologies ne signifie pas seulement l'importation de certains procédés techniques, mais aussi réellement l'importation d'un certain type de société et de style de vie, concrétisé par le style de la technologie importée.

Pour cette raison, le simple apport d'une technologie importée a généralement signifié pour les pays sous-développés la persistance de besoins non satisfaits et la dégradation et la détérioration des ressources naturelles, et dans bien des cas un manque d'utilisation des ressources et des possibilités. L'utilisation des écosystèmes tropicaux du monde entier et le processus d'industrialisation avec des technologies étrangères en sont de bons exemples. La technologie pour l'éco-développement doit reposer sur la création endogène, à partir de la réhabilitation de technologies anciennes (aujourd'hui abandonnées pour les plus récentes et apparemment meilleurs technologies modernes), de l'adaptation de technologies anciennes et de la sélection appropriée de technologies importées.

 (1) SANCHEZ V. et alii - Technologie adéquate pour l'écodéveloppement. In "Nouvelles de l'écodéveloppement", n° 7, 1978.

Très succinctement, nous soutenons qu'il est impossible de mettre en oeuvre un développement d'aucune sorte sans changements importants dans les politiques technologiques. En même temps, nous sommes convaincus que la création d'une telle technologie n'est pas suffisante en elle-même pour entraîner un autre type de développement, et que d'autres changements structurels dans les relations sociales internationales sont nécessaires.

Plusieurs termes sont couramment utilisés pour désigner les technologies autres que les technologies sophistiquées principalement créées et utilisées par les pays industrialisés occidentaux et constituant la base de leur modèle de développement apparemment réussi. Les différents termes utilisés, tels qu'éco-techniques, technologie intermédiaire, technologies douces, technologies appropriées, etc... dépendent essentiellement de l'accent qui est mis sur telle ou telle caractéristique. Nous préférons la dénomination plus large de "technologie adéquate". Nous entendons par là une technologie parfaitement adaptée à une situation spécifique, et donc compatible avec les caractéristiques des populations concernées, des écosystèmes prédominants et de la situation économique locale.

Les technologies adéquates doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- être compatibles avec la survie des écosystèmes locaux ;
- être simples ;
- être peu coûteuses à l'investissement et en entretien ;
- être intensives en main d'oeuvre et permettre la création d'emplois nouveaux dans les cas où cela est nécessaire ;
- être compatibles avec les styles et vie socio-culturels ;
- permettre la participation des populations ;
- accroître la productivité et les revenus ;
- stimuler la répartition des revenus et du pouvoir ;
- tendre à l'émancipation vis-à-vis des technologies étrangères et accroître le développement auto-centré (self-reliance)" (1).

Les écodéveloppeurs font état d'expériences tentées dans divers pays, toujours autour d'introduction de technologies adaptées (2). Cette pratique de l'expérimentation sociale peut-elle nous mener loin ? Sachs se le demande.

"Cependant de telles expérimentations sociales ne prennent valeur et n'ont des effets généralisables que si elles s'inscrivent dans une stratégie générale de transition. Cette stratégie comporte plusieurs volets :

 (1) SANCHEZ V. et alii - Technologie adéquate. op. cit.

(2) La rubrique "l'écodéveloppement en marche" de la revue "Nouvelles de l'éco-développement" constitue une référence en ce domaine.

- reconversion partielle de l'appareil de production existant à de nouveaux produits correspondant aux besoins sociaux effectivement exprimés par la population ;
- redéploiement des industries à l'échelle internationale de création volontariste d'une géographie industrielle mondiale plus conforme aux intérêts du Tiers Monde et à l'établissement du Nouvel Ordre Economique International ;
- création d'emplois sociaux nouveaux directement liés à la qualité de la vie et réaménagement de la durée du travail.

Il est essentiel d'éviter dans ces domaines complexes les solutions technocratiques. La planification des styles de vie n'a de sens que si elle se fait avec le concours le plus large de la population concernée et si elle respecte la pluralité des choix de la part des citoyens. Imposer, au nom de l'écologie ou de la satisfaction des besoins, un style de vie uniforme à tout le monde prendrait une allure totalitaire -de gauche ou de droite- pour pures que soient les intentions des planificateurs. D'où l'importance capitale de préserver chaque fois que possible les options pour l'avenir, de minimiser les décisions irréversibles et d'abandonner l'illusion que les décisions affectant les systèmes complexes puissent répondre à des critères d'optimalité. M.A. Goldberg (1) a probablement raison d'insister sur le fait que tout en gardant une vision globale du problème, il faut s'efforcer, dans une société démocratique et participative, de procéder par des décisions obéissant aux caractéristiques suivantes :

- leur échelle est petite et la réalisation lente ;
- les incertitudes et les lacunes de connaissances sont clairement spécifiées ;
- le succès ne doit pas tourner la tête aux décideurs ;
- l'objectif essentiel n'est pas le succès mais la façon d'éviter le désastre ;
- les options pour les décisions futures sont gardées ouvertes, la diversité et la complexité sont encouragées et les simplifications du système et de ses sous-systèmes sont évitées ;
- la mise en oeuvre de la décision comporte une hiérarchie de réponses, correspondant à la hiérarchie des perturbations du système par son environnement.

Mais il faut reconnaître que hormis quelques expériences isolées dans le domaine de l'habitat, dans des communautés somme toute marginales, et dans quelques entreprises, la planification participative reste pour le moment au stade d'idées. Que faudrait-il pour changer cet état de choses ?" (2)

 (1) M.A. GOLDBERG - "On the inefficiency of being efficient", Environment and Planning", n° 8, 1975.

(2) SACHS I. - Les stratégies... op. cit.

Sa réponse est lapidaire :

"Très certainement un très gros effort d'éducation, commençant par l'autogestion des écoles par les élèves, leur participation quotidienne aux affaires locales et aux projets d'écodéveloppement " (1).

Gageons que ces expérimentations à petite échelle et à réalisation lente, demandant de nouveaux comportements et une école nouvelle risquent largement de se faire distancer par des problèmes se déplaçant à une allure inconnue jusqu'ici dans l'histoire de l'humanité (démographie, urbanisation, concentration de l'accumulation et des pouvoirs, etc...).

Tant que l'écodéveloppement et ses techniques ne sont pas situés par rapport aux diverses couches de la formation sociale et à leurs antagonismes d'intérêts et de pouvoirs, ou bien si l'on ignore ses implications sur les formes de l'échange et de l'accumulation, si l'on n'explique pas pourquoi les riches et les puissants renonceront à leurs prérogatives et à leurs privilèges, l'écodéveloppement restera un alibi propre à masquer les inégalités et les dominations actuelles par un discours sur un soi-disant intérêt supérieur de l'Humanité, propre à mobiliser côte à côte l'Américain, le Saoudien et le Voltaïque ou le Haïtien. En définitive, l'écodéveloppement a de la difficulté sinon une incapacité, à se détacher de son origine : la défense de l'environnement et la lutte contre le gaspillage.

Les propositions novatrices finissent en conseils de modération pour les revendications du Tiers Monde. On dénonce la fragilité des écosystèmes des pays riches, due à l'industrialisation et la nécessité (pour le Tiers Monde) de se contenter d'une qualité de vie simple (2). Indira Gandhi proclamera à Stockholm "la croissance économique à une dimension aboutit à un accroissement des désirs et non à celui du bonheur". La voie est ouverte à l'exaltation spirituelle de la simplicité sinon du dénuement. On célèbre "la pauvreté, richesse des peuples" (3).

Rappelons-nous que Marx a écrit une "Misère de la philosophie" en réponse à la "philosophie de la misère" de Proudhon.

L'écodéveloppement fait l'impasse sur le contrôle et le pouvoir ; il est vrai qu'il reconnaît les structures étatiques comme l'un des facteurs du mal-développement et il est donc normal qu'il ne cherche pas à articuler ses micro-sociétés et ses écorégions au niveau national ou international. Il ne s'interroge

(1) SACHS I. - Les stratégies... op. cit.

(2) SASSON A. - Développement et environnement - Mouton, 1974.

(3) TEVOEDJRE A. - La pauvreté, richesse des peuples - Editions Ouvrières, 1978.

pas sur la façon dont les marchés ou la planification pourront promouvoir l'éco-développement (1). La petite communauté heureuse et sans histoire est seule. Le niveau local est seul pris en compte et les problèmes des articulations local-national et national-international sont évacués par une simple recommandation : "il faut s'assurer que les résultats de l'écodéveloppement ne soient pas compromis par la spoliation des populations qui le réalisent (l'écodéveloppement) au profit des intermédiaires qui s'insèrent entre les communautés locales et le marché national et international". Sous sa forme actuelle, l'écodéveloppement a trouvé ses limites. La simple réflexion de Passet (2) sur le fait que l'économie conventionnelle a toujours favorisé la maximisation des flux et négligé la question de rupture des stocks, favorisant les dégradations du milieu naturel et humain, se révèle plus féconde que la promotion des technologies alternatives. La plupart du temps, on réserve ces technologies peu productives aux pays pauvres, qui deviennent ainsi les cobayes qui aideront à la survie du monde (3).

Un autre courant de pensée a également constaté le maldéveloppement, les gaspillages et l'accroissement du fossé séparant les pauvres des nantis. Pour eux, le devoir de chaque communauté (locale, nationale puis internationale) est d'organiser ses rapports sociaux de manière à satisfaire les besoins essentiels de sa population.

L'approche des besoins essentiels

Cette approche résulte en fait de l'observation ancienne qui veut que chaque groupe humain organisé cherche à se reproduire. Pour se reproduire à l'identique, il doit couvrir ses besoins essentiels. Sa reproduction élargie exige d'autres moyens, mais demande impérativement que ses besoins essentiels soient satisfaits.

La controverse sur les niveaux des besoins sociaux ou même des besoins vitaux montre qu'il n'existe pas de réponse normative suffisante. Les besoins essentiels s'estimeront donc largement en fonction d'un lieu, d'une époque et d'une société. Pronée par un organisme international de la famille des Nations Unies

 (1) L'article de SACHS : "Economie locale et planification de l'écodéveloppement" "in Nouvelles de l'écodéveloppement, n° 8, 1979) tente d'analyser les fonctions de la planification centrale, mais il reste trop vague.

(2) PASSET R. - L'économie... op. cit.

(3) Il est curieux de constater comment les partisans de l'approche de l'écodéveloppement ou de l'écoénergétique prétendent que les méthodes alternatives sont particulièrement adaptées aux zones tropicales (au nom de l'intensité de la photosynthèse). Doit-on conclure que le Nord industrialisé devra continuer sa prédation, en la rendant simplement raisonnable ?

(l'Office International du Travail), cette approche se voulait universellement applicable ; elle stipulait donc que, par droit ou par charité, les humains devaient survivre avec un minimum de dignité et que pour accomplir cet objectif, il fallait satisfaire certains besoins incompressibles, qualifiés d'essentiels.

De la même manière que l'approche de l'écodéveloppement avait pris en compte la satisfaction des besoins essentiels (dans un style de vie rénové), l'approche des besoins essentiels tiendra compte de la conservation des ressources naturelles et des technologies alternatives (pour garantir la satisfaction des besoins essentiels) (1). Mais même si au niveau des objectifs ou des concepts le milieu naturel, les techniques et les besoins des hommes sont présentés à un niveau similaire, les méthodologies d'approche établissent des hiérarchies inverses qui font que ces deux approches ne peuvent être prises comme les deux aspects d'une même chose.

Quels sont les besoins essentiels ?

La notion des besoins essentiels et de leur satisfaction s'éloigne beaucoup des désirs et de l'ophélimité des néoclassiques. Pourtant longtemps la conception psychologique des besoins resta la base des théories de la demande y compris quand on étudiait la demande des pays en développement. Rien n'avait changé depuis les créateurs de l'économie pure : des individus détenaient un revenu et le dépensaient pour satisfaire leurs besoins, suivant une hiérarchie qui leur était propre.

Borel (2) soutient que le changement culturel survenu dans les besoins a joué un rôle moteur dans le développement occidental, reprenant ainsi la thèse de Weber sur le fait religieux et la rupture avec la culture ancienne. A un moment donné, dans le monde occidental, il y aurait eu correspondance entre le niveau d'aspiration moyen d'une classe sociale et son attitude à l'égard du développement. Précisément, il s'agit de la rencontre de l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise et du mode de production capitaliste : l'"avoir" l'emporte sur l'"être". Pour les pays sous-développés on a critiqué cette attitude d'esprit d'un point de vue moral en vilipendant la consommation dispendieuse (et souvent importée) des classes riches et par une dénonciation de la culture de la consommation dans des pays où elle n'est pas encore à la portée des masses. On considère cependant que l'expansion de ses

 (1) Ceci est notamment explicité dans : SACHS I. et alii : Initiation à l'éco-développement - Privat, 1981.

(2) BOREL P. - Les trois révolutions du développement - Editions Ouvrières, 1968.

besoins est considérée par l'homme comme un progrès de sa personne, et le besoin est défini comme une "disposition active, spécifique, orientée sur le présent, tenant à une composante personnelle du sujet et à une composante sociale, répondant à des buts physiologiques, des buts de sécurité ou des buts d'affirmation et d'expansion de l'égo et s'inscrivant dans une structure globale de signification par laquelle un élément du monde prend un sens pour le sujet".

Pourtant, des essais ont été faits pour essayer de donner une base objective aux besoins en économie. Milhau, pour une illustration du minimum social, prétendait qualifier les besoins d'essentiels ou non par référence à leur coefficient d'élasticité par rapport aux prix et au revenu. Tous les calculs de minimum vital ou d'indice de cherté de vie se sont trouvés confrontés à un problème objectif et pratique de définition des besoins. Plus radicale est l'approche des besoins essentiels telle que pronée par les Nations Unies, dans le cadre soit de l'Office International du Travail, soit du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Il y aurait ainsi plusieurs catégories de besoins qui, de manière vague, pourraient se définir ainsi (1) :

- "Les besoins de nécessité (deficiency needs) qui sont les besoins principalement biophysiques, nécessaires au maintien de la survie des humains ;
- les besoins de suffisance : au-delà de la survie, ils maintiennent les niveaux de vie à un degré souhaité par les habitudes sociales ;
- les besoins de croissance : au-dessus de la satisfaction des besoins habituels de la société, ils permettent l'accession à des besoins matériels et non matériels nouveaux, permettant en principe un épanouissement plus important de la personnalité".

Cette classification, qui s'apparente beaucoup aux trois niveaux habituellement classifiés des besoins physiologiques individuels en nutrition : ration d'entretien, ration de travail et ration de croissance, laisse assez perplexe. Surtout quand la seule première catégorie de besoins est celle qui est qualifiée d'essentielle. Elle se définit comme la catégorie de besoins de premier niveau, à laquelle chaque personne a droit du seul fait qu'elle est née. "L'accès aux besoins essentiels est un droit social sous deux aspects : tout d'abord, le droit de l'individu d'avoir la liberté et la possibilité d'être responsable et capable de satisfaire ses propres besoins, et ensuite, le droit de faire appel au soutien de la société quand les efforts de l'individu n'arrivent pas à surmonter des circonstances défavorables" (2).

 (1) Mc HALE J. and M. - Basic Human Needs - Transaction Books - New Brunswick - New Jersey, 1977.

(2) Mc HALE J. et M. - Basic Human... op. cit. (traduction personnelle).

Perplexité, car une telle acception entraîne à la création d'un monde assisté, en dehors des relations économiques habituelles. Cette catégorisation des besoins et la qualification de besoins essentiels ouvre la voie à la définition d'une "ligne de pauvreté" avec une partie de la société au-dessus et une autre au-dessous. Cette population au-dessous de la ligne de pauvreté devient alors une population assistée, puisqu'on ne précise pas comment on va fondamentalement changer les rapports économiques et sociaux d'un pays pour que "les circonstances" s'améliorent structurellement. "C'est aussi la responsabilité expresse de la communauté internationale que la couverture des besoins minimaux soit, en un sens, la charge première des ressources mondiales" (1).

On risque ainsi, à côté de nations ou de fractions de populations à l'aise dans les relations sociales et économiques, d'admettre de voir se développer une population pauvre qui, pour des raisons morales et sociales, serait charitablement entretenue en survie biologique. La lutte contre la pauvreté, dans cette optique, est donc de ménager, à côté de l'élément sain, dynamique et efficace de la population mondiale, des "mouroirs" ou des "réserves" ethno-sociales, acceptables pour notre sensibilité de "civilisés". En fait, cela revient à proposer une sous-culture pour une société infra humaine. Avoir affaire à une population pauvre est une chose, lui proposer un ghetto, dont pourraient se sauver les meilleurs en est une autre. Il est alors utile de nous en référer à la pensée marxienne en un domaine connexe, en faisant appel à la conception de reproduction d'une société ou d'un groupe social.

Si un groupe produit à peine pour faire face à son entretien social, il ne peut se reproduire qu'à l'identique. Par contre s'il produit ou capte un surplus appréciable, il se reproduit de manière élargie. Mais dans les deux cas, la production couvre largement les besoins de la survie biologique des individus. Pour vivre en société organisée, l'existence d'un surplus dégagé au niveau des individus est nécessaire pour faire face aux charges d'organisation, de culture, d'expression de la vie culturelle et sociale. L'objectif de survie biologique des individus représente l'acceptation d'une dégradation sociale difficilement acceptable dans son principe tant que des surplus existent et sont mobilisés par ailleurs, parfois même à partir de l'activité de cette population pauvre, car il est reconnu par tous à l'heure actuelle que les conditions de vie difficiles d'une partie importante de la population peuvent se dégrader, alors que les indicateurs économiques globaux tels le P.I.B. peuvent montrer une croissance assez forte. Nous prenons donc toutes les distances nécessaires par rapport à un concept finalement aussi discriminatoire et manipulateur que celui des besoins essentiels.

 (1) Mc HALE J. et M. - Basic Huma... op. cit. (trad. personnelle).

Sur le plan pratique, les besoins essentiels sont de deux ordres : matériels et non matériels, ou biophysique et psychologique ou encore à satisfaire de manière individuelle ou à satisfaire de manière collective.

Il sont en général difficile à mesurer et variables suivant la physiologie, le contexte climatique, culturel et social, suivant les goûts individuels enfin. En vrac, on évoque :

- la santé, y compris la démographie
- l'alimentation et la nutrition
- l'éducation
- les conditions de travail
- la situation de l'emploi
- la consommation et l'épargne
- les transports
- l'habitation et les facilités ménagères
- l'habillement
- les loisirs
- la sécurité sociale et civile
- les libertés individuelles.

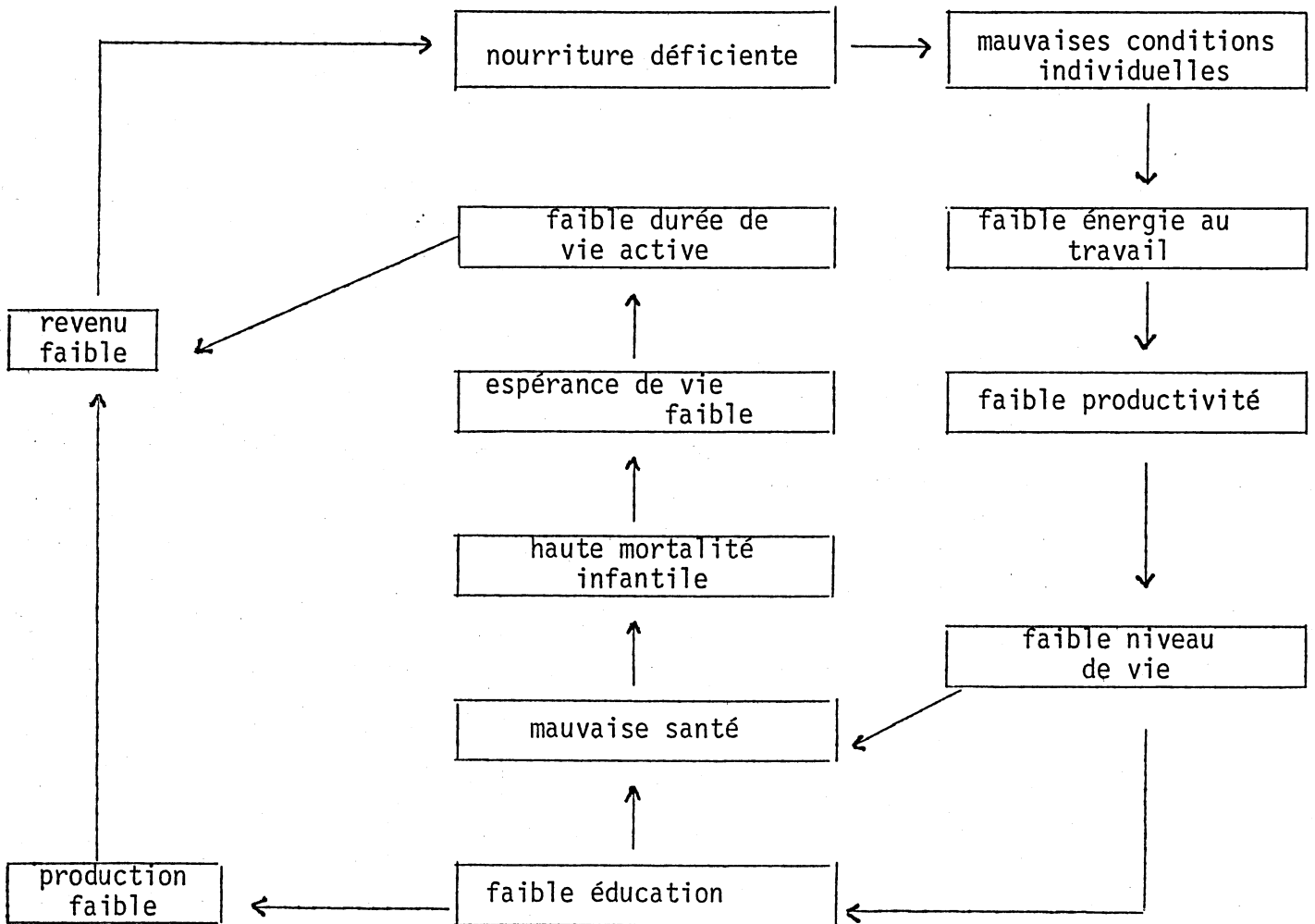
Pour l'alimentation, on cite sur le même plan tant les maladies de carences des pays sous-développés que les maladies de surcharge des groupes sociaux des pays riches. On a essayé de mesurer des indices de niveau de vie (valeur absolue ou moyenne appliquée à un pays, sans différenciation par catégorie), pour prendre le relais du P.I.B. ou du Revenu National par tête trop décriés. On propose :

- la consommation d'énergie par tête
- la consommation par tête de quelques produits de base
- la consommation par tête de calories alimentaires et autres nutriments
- nombre de lits d'hôpital ou de médecins par milliers de personnes (santé)
- nombre de pièces et de mètres carrés disponibles par personne (habitation)
- nombre de journaux, de téléphones, d'automobiles par milliers de personnes (communication), etc...

Toute cette débauche d'indices statistiques ne fait pas faire un grand pas en avant à l'analyse économique.

Ce n'est pas une affirmation telle que "le sous-développement de l'agriculture et la sous nutrition sont des phénomènes circulaires qui rendent impossible, en l'absence d'une intervention extérieure massive, l'accroissement de la production alimentaire dans les zones où la pression de population est grande" (1) qui nous rassure, même si on nous fournit un schéma explicatif, dont le simplisme n'est explicable que par le volontarisme idéologique :

(1) In M; HALE J. et M. - Basic Human... op. cit.



Ce tableau fait un raccourci saisissant entre revenu faible et production faible. En représentant volontairement l'agriculture sous-développée comme un système fermé, les auteurs font l'impasse sur la rente foncière, sur l'impôt, sur les prix, autant de questions qui pourtant passionnaient les économistes classiques. Que l'on se souvienne de leurs prises de position au sujet des mesures foncières et fiscales introduites en Inde au milieu du XIX^{ème} siècle par l'administration coloniale britannique.

L'Université de Houston et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (1) n'expliquent pas pourquoi au milieu des paysans pauvres et des brassiers miséreux, les familles des propriétaires terriens et des fonctionnaires jouissent de revenus élevés, pouvant même maintenir un certain nombre d'individus de leur groupe social en état d'oisiveté quasi permanente. Pas de rente, pas de surplus, pas de profit, curieuse économie que celle des "cercles vicieux" et autres "phénomènes circulaires" !

(1) Cf. supra. Ces deux institutions se trouvent bien en deça des travaux de la Banque Mondiale sur la pauvreté.

L'Office International du Travail essaiera, pour sa part, d'avoir une approche plus socio-économique en essayant d'introduire les questions d'emploi, de technologie, de distribution, d'inégalités économiques et sociales dans leurs relations avec la pauvreté et la non-satisfaction des besoins essentiels (1). La recherche de "l'extinction du paupérisme" (2) garde cependant pour les Français une odeur non négligeable d'électoratisme et ce n'est pas un article de haute tenue de Paul Streeten (3) qui nous rassurera sur la relation entre les besoins essentiels et les droits de l'homme ; même si le psychologue Abraham Maslow, rejoignant la Déclaration d'Indépendance Américaine, écrit "il est légitime et fructueux de considérer les besoins humains essentiels comme des droits,... comme des droits naturels", on n'avance pas dans la concrétisation. Or, nous savons que dans l'histoire récente nombreux ont été les programmes d'éradication de la pauvreté (notamment aux Etats Unis) qui n'ont pas beaucoup changé les choses.

L'Office International du Travail, malgré son désir de lier plus intimement son slogan des besoins essentiels au contexte socio-économique, termine ses démonstrations en termes de morale.

"Les besoins essentiels comprennent deux éléments. D'abord, ils comprennent certains éléments minimum dont une famille a besoin pour sa consommation privée : alimentation, habillement, habitation et meubles.

Ensuite, ils comprennent aussi des services essentiels fournis par et pour la communauté au sens large, tel que l'eau potable, l'assainissement, les transports, la santé et l'éducation... La satisfaction d'un niveau de besoins essentiels absolus ainsi définis doit se placer dans une perspective plus vaste -celle des droits humains fondamentaux". Mais si "le concept des besoins essentiels est d'application universelle", il est bien entendu que "l'importance relative de leurs composants variera avec le niveau de développement et d'une nation à l'autre". Doit-on en conclure que certains humains ont plus de droits que d'autres ! (4) La perplexité s'accroît lorsqu'on considère les bases des politiques préconisées pour satisfaire les besoins essentiels de la population.

(1) On peut citer entre autres :

.ILO - Employment, growth and basic needs, 1976.

.ILO - The basic needs approach to development. Some issues regarding concepts and methodology, 1977.

.SINGER H. - Technologies for basic needs - ILO, 1977.

(2) Titre d'un ouvrage politique écrit par Louis Napoléon Bonaparte avant son accession à la présidence de la République.

(3) STREETEN P. - Basic Needs and Human Rights in "World Development" - Vol. 8, Pergamon Press, 1980.

(4) De telles déclarations nous remettent en mémoire le mot cynique de Tristan Bernard "Tous les hommes sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres".

"Il existe plusieurs chemins pour satisfaire les besoins essentiels dans une période donnée. Une approche consiste à réaliser une croissance rapide généralisée, laissant la distribution des revenus aux forces du marché. Dans ce cadre, qui implique des taux d'investissement élevés, la redistribution apparaît comme un sous-produit de la croissance. Il y a du moins trois raisons de mettre en cause cette approche : d'abord, il est douteux que beaucoup de pays en développement soient capables d'atteindre et d'entretenir des taux si élevés ; ensuite, dans certains pays, une grande partie de la population n'a pas automatiquement bénéficié d'une croissance rapide généralisée quand elle a eu lieu ; enfin, le très haut niveau d'investissements nécessaires peut entraîner, dans la période initiale, le maintien sinon l'aggravation de mauvaises conditions de vie, inacceptables d'un point de vue tant social que politique.

La deuxième approche consiste à élever les revenus des groupes pauvres plus vite que ceux de la moyenne, grâce à une redistribution des revenus, autant que grâce à la croissance. Le taux de croissance requis est alors moindre que dans la première approche, mais il peut y avoir des grandes difficultés, politiques et autres, à mettre en place la politique de redistribution" (1).

Tout ceci est juste, mais reste bien abstrait et quand on lit qu'"on doit insister sur le fait qu'un taux de croissance économique rapide est un élément fondamental d'une stratégie des besoins essentiels "(2) et que "le chemin souhaité pour le développement de l'économie dépend alors :

1. du niveau d'objectif de revenu fixé,
2. de la longueur de la période pendant laquelle on doit réaliser l'objectif,
3. de l'ouverture possible de redistribution des revenus et de la richesse, au début de la période ou graduellement,
4. de la vitesse de croissance de la production et
5. du taux de croissance de la population."

Nous voici en fait ramené à la fin des années 50 quand on espérait tant de la croissance et de la planification d'objectifs macro-économiques. Voici donc une approche intéressante qui finit dans les sables mouvants de théories obsolètes par manque d'une analyse économique rigoureuse menée sans concession. La récupération du concept de besoins essentiels par les néo-libéraux l'a stérilisé. Pourtant ce concept en recoupe de nombreux autres qui ont soutenu l'analyse et permis

 (1) ILO - Employment, growth... op. cit. (trad. personnelle).

(2) Idem.

des avancées de la pensée économique. Comment ne pas comparer le concept de besoins essentiels à ceux :

- des coûts de l'homme de Perroux
- de la reproduction du prolétariat de Marx
- de la valeur travail de Ricardo
- de l'entretien de la population de Quesnay.

Ceux-ci ont eu une autre portée ; il est vrai qu'ils n'alimentaient pas les slogans des organismes de la famille des Nations Unies et n'étaient pas chargés de susciter des émotions charitables. Ils n'avaient pas non plus le devoir de travestir la réalité par des amalgames subtils couverts par des mots aux connotations affectives fortes. En effet, sous le vocable de pauvreté, on a habilement mêlé l'urbain récent du bidonville et le rural sans ressource ; ceci permettra à certains économistes, à quelques pages ou quelques heures de distance, de proposer une baisse du prix des produits alimentaires puis une augmentation des prix agricoles, le tout dans le cadre de la redistribution pour la lutte contre la pauvreté.

A l'ensemble des critiques sur le caractère normatif de l'approche des besoins essentiels (1), critiques relativement internes, on peut ajouter son incapacité à appréhender les questions de conflits d'intérêt de groupes, de négliger les phénomènes de pouvoir, de contrôle et de domination, de glisser sur les problèmes d'inégalité dans les échanges au niveau national et international. Partie d'une observation d'un phénomène concret : l'incapacité de certains groupes sociaux à se reproduire en tant que groupes, elle finit à un niveau de généralité tel qu'elle est vidée de tout intérêt doctrinal, ainsi que de toute valeur méthodologique et instrumentale.

Tout comme l'écodéveloppement, qui lui aussi sombre en se voulant intemporel, universel et aconflictuel, elle tend à idéaliser les situations en partageant les espaces et les sociétés en deux : une sphère affairiste et efficace, une zone assistée et marginale. Autant l'approche de l'écodéveloppement que celle des besoins essentiels sont parties d'une analyse correcte de situations concrètes, autant elles se sont l'une et l'autre amollies, par désir de ne pas choquer ; évoquant toutes deux le développement autocentré ou la "self reliance", elles terminent l'une et l'autre dans une célébration de l'aide internationale devenue soudainement désintéressée.

 (1) Une bonne critique des aspects normatifs de l'approche des besoins essentiels est présentée par LEE H. in - The basic needs approach... op. cit.

Cependant, critiquer l'idéalisme qui maintenant entâche ces approches ne doit pas faire oublier qu'elles ont trouvé leurs sources dans la constatation du gaspillage et des inégalités qui ont caractérisé le "mal développement" de l'économie de la planète, et que ces problèmes demeurent. Ce qui est donc critiquable en elle, c'est plus leur évolution et leur déviation que leur fondement. Le fait d'être appropriées par des organismes internationaux, leur prétention à l'universalité, leur aspiration à mobiliser toutes les bonnes volontés, la dévalorisation de l'importance des conflits du présent et la survalorisation des catastrophes de l'avenir lointain, ont fini par en faire des slogans abstraits, ou mieux à déboucher sur un catalogue de vœux pieux, acceptables par tous tant qu'ils ne mettent pas en cause le statu quo. Ces approches, quelles qu'aient été les intentions de ceux qui les ont pronées et appuyées, accomplissent ainsi une fonction idéologique importante dans l'établissement d'un consensus international sur la continuation des rapports de forces actuels.

Comment s'étonner si par le monde les déclarations des autorités internationales sont si peu suivies d'actes et d'effets ?

Repartir d'observations simples

En fait, l'optimisme de métier et de vocation des organisations des Nations Unies et la foi en la "main invisible", rejoignent l'imagerie des lendemains qui chantent. L'analyse de la situation économique fournit une vue plutôt pessimiste du futur proche : l'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'accroît, les dépendances financières, technologiques et alimentaires s'accroissent, les rapports d'inégalité des échanges internationaux persistent malgré les conférences sur le commerce, les dépenses d'armement grossissent tandis que les aides publiques au développement ont tendance à baisser relativement.

La situation de crise des économies nationales de la plupart des pays du monde, poussant à une structuration nouvelle de l'appareil de production, exige une accumulation peu compatible avec une redistribution volontaire des pouvoirs et des richesses entre pays et entre groupes sociaux.

Les tensions économiques, sociales et politiques s'exacerbent et entraînent un renforcement des mesures de contrôle des espaces et des sociétés. Tout ceci implique un prélèvement de surplus plus important afin d'accroître fortement l'efficacité et la capacité de l'infrastructure aussi bien que celle de la superstructure.

Rentes et profits, surplus et plus-values diverses, socialisés ou non, ne peuvent avoir que deux origines : le travail des hommes et les réserves de la nature. L'exploitation conjointe de l'un et de l'autre pour un prélèvement accru ne laissent que peu de chances de mise en oeuvre spontanée de l'écodéveloppement ou de la satisfaction de "droit naturel" des besoins essentiels de la population mondiale, à l'heure actuelle.

Les perspectives n'incitent guère plus à l'optimisme. Le rythme soutenu de la croissance démographique dépasse dans la plupart des pays celui de la croissance économique ; de plus, le phénomène d'urbanisation augmente à un taux très rapide malgré une stagnation de la productivité dans l'agriculture : la population active agricole pourrait décroître de manière absolue dans des pays pourtant essentiellement ruraux.

Les problèmes d'emplois en milieu urbain s'ajouteront à ceux de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en énergie. De nombreux pays sont déjà en état de banqueroute et auront de plus en plus de difficulté à se procurer des ressources extérieures, en l'absence d'une rente minéralière ou d'une localisation stratégique à négocier.

Cette situation ne constitue pas un contexte favorable pour les pays sous-développés ; nous avons vu que trop de personnes en appelle à la coopération internationale (de Tinbergen et Lesourne à Sachs, en passant par les milieux internationaux) pour qu'on la considère comme allant de soi. Le contexte international actuel favorise plutôt le protectionnisme économique et le nationalisme idéologique. Des études empiriques menées sur la situation dans les pays sous-développés, tels les travaux du Centre de Développement de l'OCDE, ou de l'UMRISD (Institut de Recherche des Nations Unies sur le Développement Social), de la FAO ou du Conseil Mondial de l'Alimentation montrent l'ampleur et la complexité du problème, ainsi que notre faible capacité à le résoudre en général. Bruce Johnston, faisant le bilan des positions des principaux économistes anglo-saxons (1) sur les relations entre la population, l'alimentation, la santé et le développement, c'est-à-dire sur les problèmes fondamentaux et immédiats des pays sous-développés, s'étonne du peu de progrès accomplis par les économistes en ce domaine et du peu de collaboration avec les spécialistes des autres disciplines, ce qui fait que de nombreux programmes se voulant de "développement alternatif" en sont la plupart du temps restés à un stade

 (1) JOHNSTON B.F. - Food, Health and Population in Development - in Journal of American literature, 1977. Cet article, outre l'analyse, présente une bibliographie importante.

expérimental. Les changements fondamentaux des structures économiques, sauf dans le cas d'une révolution politique, semblent impossibles à moins qu'ils finissent par apparaître "comme une concession nécessaire mise en oeuvre par un intérêt propre éclairé" (1) ; il n'en demeure pas moins exceptionnel de voir un groupe au pouvoir renoncer par avance et sans lutte à certains de ses privilèges et situations acquises ; il utilisera tous les moyens de conserver les bases du consensus social par la domination idéologique et parfois même, il pourra recourir à la répression et aux brutalités illégales pour se maintenir au pouvoir. Les dictateurs sont assez nombreux dans le Tiers Monde pour que l'on n'ignore pas leur influence sur le type d'économie dont elle assure la continuation ou la mise en place.

Le pouvoir en place favorisera la rente ou le profit, influencera le niveau de prélèvement du surplus et son utilisation. L'ambiance de la crise économique mondiale, la recherche des identités nationales, les effets de la démographie rapide et de l'urbanisation outrancière accentuent les tensions internes ou externes aux états et précipitent les affrontements.

Les jeux d'alliances complexes et les changements de camps que l'on observe dans les pays sous-développés font que l'on ne peut pas considérer les situations politiques et sociales comme des facteurs externes à une approche économique. Il n'y a pas une économie du développement, mais des politiques économiques et sociales pour des pays sous-développés. Il est clair que ces politiques dépendent de l'organisation de la société du pays, de la forme de ses relations avec les autres, de la richesse potentielle du milieu dans lequel elle vit et des techniques qu'elle emploie pour exploiter ce milieu. Rapports d'une société humaine à la nature et rapports de cette société aux autres sociétés humaines constituent deux points essentiels dans l'analyse d'une politique socio-économique. Les constatations que les rapports de l'homme à la nature se dégradent (origine de l'écodéveloppement) ou que les rapports entre groupes sociaux se détériorent (origine de la lutte contre la pauvreté), pour aussi justes qu'elles soient, n'expliquent pas pourquoi ces dégradations et ces détériorations se produisent ; elles ne peuvent donc conduire à des politiques socio-économiques concrètes et leurs recommandations restent toutes morales.

 (1) JOHNSTON B.F. - Food... op. cit. - Ceci rappelle la réflexion de l'aristocrate éclairé du Gattopardo de di Lampedusa, pour lequel "il faut que tout change pour que tout continue".

100-100-100

ISBN 2-85340-397-1